

**ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCIL**

**CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

E/P. V./ 3  
27 May 1946  
French

DEUXIEME SESSION

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA TROISIEME SEANCE

TENUE A HUNTER COLLEGE, NEW YORK

le lundi 27 mai 1946, à

14 heures 45

PRESIDENT: Sir Ramaswami MUDALIAR (Inde)

EXAMEN DU RAPPORT DE LA COMMISSION PREPARATOIRE TECHNIQUE DE LA  
CONFERENCE INTERNATIONALE DE LA SANTE (suite de la discussion)

LE PRESIDENT (interprétation): La parole est à M. Dehousse, délégué de la Belgique.

M. DEHOUSSE (Belgique): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord adresser les remerciements du Gouvernement belge aux membres du Conseil qui ont bien voulu exprimer l'opinion favorable qu'ils avaient sur les travaux accomplis par mon compatriote, le docteur Sand, à la Commission préparatoire technique. Je ne manquerai pas de les lui transmettre et je suis persuadé qu'il y sera très sensible.

Je n'ai pas l'intention de revenir longuement sur le débat très fouillé qui s'est déroulé ce matin et auquel de nombreux orateurs ont pris part. Je voudrais m'en tenir à deux observations qui me paraissent essentielles; j'insisterai sur la seconde.

Tout d'abord, à l'inverse de ce que certains membres du Conseil ont déclaré, j'estime qu'il y aurait certains inconvénients à inclure le problème des assurances sociales dans la compétence d'une organisation de la santé publique. Nous voyons tous ce qu'une pareille inclusion peut avoir de tentant; il est certain qu'il y a des connexions

entre le problème de la santé et celui des assurances sociales, par exemple, en ce qui concerne l'assurance-maladie ou l'assurance-invalidité. Mais il faut convenir que, dans son ensemble, le problème des assurances sociales est beaucoup plus un problème social qu'un problème touchant à la santé publique proprement dite; il est constamment traité comme tel et dans de nombreux pays on constate aujourd'hui, en outre, une tendance à centraliser les assurances sociales et à leur donner un caractère essentiellement social. Il y aurait donc un danger à laisser traiter ce problème exclusivement par des hygiénistes. Car c'est à cela qu'en définitive se ramènerait la solution consistant à confier, même en partie, la compétence aux organisations projetées.

J'estime que, dans ce domaine, la meilleure solution est de laisser une compétence aux organisations internationales spécialisées, en particulier à l'Organisation internationale du Travail.

Ma seconde observation est beaucoup plus importante; elle touche à la question des fonctions de la nouvelle organisation de la santé, en particulier de celles de la future Conférence de la Santé.

Il n'y a aucun doute quant à l'importance du problème. Lorsqu'on bâtit une organisation internationale quelconque c'est pour qu'elle fasse oeuvre utile, pour qu'elle serve à quelque chose. Il faut donc fournir à cette organisation l'instrument qui lui permettra de réaliser son but.

A cet égard, le Gouvernement belge n'a pas tous ses apaisements. Je vise ici, en particulier, divers passages du rapport qui nous est soumis: la lettre (p) du chapitre III (page 140); le No. 3 du chapitre VI, lettres (e), (f) (page 142).

Ceci m'amène à traiter d'une façon un peu plus serrée le problème du pouvoir législatif, pour reprendre un terme qui a été employé ce matin, de la Conférence de la santé publique. Le texte qui nous est soumis fait une distinction entre les règlements et les conventions. En ce qui concerne les règlements visés à la lettre (f)

(page 142), le texte va très loin, à notre sens trop loin. La solution qu'il adopte et qui consiste à rendre obligatoire ces règlements - sauf, pour les Etats qui jugeraient nécessaire de le faire, le droit de formuler des réserves dans un délai déterminé - nous paraît critiquable; elle revient à entériner, pour employer l'expression de juristes, le silence générateur d'obligations. Cette thèse nous paraît manifestement en avance sur la pratique actuelle des Etats; pour l'instant, aucun Etat ne paraît disposé à accepter une solution aussi avancée. En second lieu, lorsque nous examinons les règlements à établir par la Conférence de la santé, nous ne devons pas perdre de vue qu'au moment où ces règlements sont élaborés deux sortes d'Etats prennent part à la discussion: ceux qui ne feront pas de réserves et ceux qui sont décidés à en faire et qui, peut-être, ne le feront savoir à personne. Il y a, quant à leur intention, un inconnu de nature à porter préjudice à la position des Etats qui peuvent avoir tendance à ne pas user du droit de réserve dans le délai qui leur est assigné.

En dernier lieu, où est exactement la différence entre ce que le projet de rapport appelle les conventions et ce qu'il appelle les règlements? Il <sup>ne</sup> serait pas difficile de répondre à cette question si l'on admet que par "règlement" il faut entendre les normes issues des délibérations de la Conférence, visant l'un quelconque des cinq cas mentionnés à la lettre (f). Mais, s'il n'en est pas ainsi, si la Conférence - et le rapport ne le dit pas - a le droit de faire des règlements sur d'autres matières que celles qui sont mentionnées à la lettre (f), alors un danger se présente sur lequel je crois devoir attirer l'attention du Conseil: à savoir que la Conférence ne baptise en quelque sorte fausement des solutions qui seraient normalement des conventions et ne leur applique la qualification de règlements leur donnant un caractère obligatoire qui ne pourrait pas leur être attribué si l'on en faisait de simples conventions. Je pourrais rappeler ici, à propos du travail de la Conférence, l'interrogation du fabuliste: "Sera-t-il Dieu, sera-t-il table ou

- 4 -

cuvette?" En effet, on se demande ce qui peut sortir des délibérations de la Conférence dans des cas semblables.

Par conséquent, en ce qui concerne les règlements visés au paragraphe (f), la Délégation belge est en complet accord avec la thèse qui a été développée ce matin par l'honorable représentant du Canada. Si, en ce qui concerne les règlements, le rapport est allé très loin, en ce qui concerne les conventions - seconde catégorie des normes dont l'élaboration incombera à la Conférence - il faut avouer que nous sommes ici en présence d'un texte peu clair. La lettre (p) (page 140) parle du droit pour la Conférence "de stimuler l'établissement de conventions, de règlements et d'accords etc....", à la lettre (e) (page 144) le même rapport déclare que la Conférence devrait "être habilitée à recommander la conclusion de conventions nouvelles...". Ici, toute une série de questions peuvent se poser: qui agit? qui prépare les conventions? Est-ce la Conférence de la santé mondiale elle-même, et, si tel est le cas pourquoi ne pas le dire? Pourquoi ne pas spécifier d'une manière expresse dans le rapport que c'est la Conférence de la santé mondiale qui prépare ses propres conventions? Monsieur le Président, il y aurait intérêt à transmettre ces observations au comité de rédaction dont vous avez ce matin proposé la création. Dans les amendements que ce comité de rédaction introduira, il serait utile d'incorporer une précision quant aux qualifications de la Conférence de la santé. En effet, si ce n'était pas la Conférence qui devrait élaborer les conventions, qui serait-ce? Ce ne serait tout de même pas - du moins la Délégation belge l'espère - une conférence diplomatique spéciale qui viendrait se surajouter aux travaux de la conférence des experts que constitue la Conférence mondiale de la santé. Il y a là un mécanisme réactionnaire et beaucoup trop lent pour donner les résultats souhaités. A qui peut-on encore penser à la lecture des textes que nous avons sous les yeux? Après la Conférence de la santé mondiale et après une conférence diplomatique spéciale, on peut envisager le cas où le Conseil économique et social lui-même en viendrait à exercer les

pouvoirs visés dans les textes en question. Pour ma part, je ne le crois pas. Mais j'estime que, sur ce point, une précision nette et explicite serait opportune. Du reste tout le problème que je viens de soulever, qui en somme est celui de la conclusion des conventions émanant de la Conférence de la santé publique, se rattache à un autre problème/plus vaste, beaucoup plus général; nous l'avons déjà traité, mais je pense qu'il serait opportun que nous revenions sur ce problème en temps et lieu; celui de la conclusion des conventions nouvelles dans les divers domaines qui sont de la compétence du Conseil économique et social. J'aurais beaucoup d'autres observations à présenter, mais ainsi que je l'ai dit ce matin, je désire me limiter à ces quelques observations que je considère essentielles.

M. Carlos DAVILA (Interprétation) Monsieur le Président, je voudrais m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour remercier les membres de la Commission technique préparatoire qui nous ont fourni un important travail, qui constitue en quelque sorte la clé de voûte de toute action qui sera entreprise dans le domaine de la santé publique.

D'une façon générale, la délégation chilienne apporte son entier appui aux termes et aux recommandations de ce rapport; elle s'associe également à la proposition que vous avez faite vous-même, Monsieur le Président, et qui tend à nommer un Comité de rédaction chargé de donner une forme définitive aux résolutions et aux recommandations qui nous seront soumises.

Je désire également appuyer la motion présentée par M. le délégué du Pérou et soutenue déjà par M. le délégué de la Norvège, et exprimer l'espoir que le Comité de rédaction aura la possibilité de mentionner la législation sociale et l'assurance-maladie comme des réformes devant être faites dans tous les pays. Cette tâche en effet, constitue un des buts principaux de l'organisation nouvelle dont nous envisageons la création. Même si ce but est sous-entendu dans le rapport, ainsi que l'a indiqué Monsieur le Délégué du Royaume-Uni, j'estime qu'il serait bon de le préciser expressément. De cette façon, nous aurons l'occasion d'insister sur l'importance que nous attachons au développement des systèmes de sécurité sociale et d'assurance-maladie en faveur de tous les peuples.

En terminant, je voudrais encore exprimer l'espoir que cette organisation fonctionnera sur une base régionaliste, de façon à utiliser au mieux les organisations déjà existantes dans ce domaine, et je suis heureux de constater que cette possibilité nous est offerte par l'Article 12 (b).

M. Charles MALIK (Liban) (Interprétation): L'intérêt que nous portons à la conférence qui va se réunir et à l'organisation que l'on propose de créer, s'appuie sur deux raisons principales. Tout d'abord le Liban se trouvant au carrefour des trois continents de l'ancien monde, a un intérêt tout particulier à voir s'instituer un contrôle sévère et une stimulation puissante de la santé tant des choses que des personnes qui traversent ce pays ou qui en viennent pour se rendre ailleurs. Du bon état de santé général caractérisant cette zone centrale dépend le bon état de santé du monde. Par contre, les maladies ou épidémies existant dans cette zone peuvent constituer une menace pour le monde entier, étant donné la situation géographique occupée par le Liban.

En deuxième lieu, je tiens à signaler que des routes aient un centre médical important où fonctionnent deux collèges médicaux, l'un américain, l'autre français qui ont envoyé des médecins, des infirmières des chercheurs, depuis de nombreuses décades, pour améliorer la santé des pays du Proche-Orient.

Pour ces deux raisons, le Liban porte un intérêt tout spécial à la Conférence et à l'organisation envisagées, et désire jouer le rôle qui lui est dévolu dans ce domaine.

Je tiens à féliciter à mon tour le Comité technique pour le rapport splendide qu'il nous a présenté, et à appuyer sans réserves la création de la Conférence et de l'organisation mondiale, tout en demandant qu'il soit tenu compte des dispositions régionales qui pourraient être prises.

Toutefois je tiens à poser une seule question sur le rapport. Il est bien évident que le travail technique de recherches plus détaillées devra être confié aux experts qui prendront part à la Conférence; mais après examen à la page 139 du rapport des "Buts et objectifs" de cette conférence, nous admettons sans difficulté les buts énumérés aux points a, b, c, d, e, et f. Par contre le point (g) peut soulever certaines objections car il a pour but de contribuer à l'harmonisation des relations

entre les hommes, et ceci ne semble pas appartenir d'une manière spécifique et essentielle à l'organisation de la santé publique. J'estime que cette question relève plutôt de la compétence d'autres organismes. De plus, l'énumération des fonctions contient également un point (g) qui est semblable au point (g) des "Buts et objectifs". Tels qu'ils sont décrits aux points a, b, c, d, e et f; les buts et fonctions appartiennent essentiellement à la compétence de l'organisation de la santé publique. Par contre le point (g) semble déborder un peu de la question puisqu'il traite du problème du bien-être général de l'Homme, notamment au point de vue psychique.

Ainsi que les délégués de la Belgique et de la France l'ont fait remarquer, certains conflits peuvent surgir entre les points énumérés aux paragraphes ci-dessus et ceux qui relèvent de la compétence d'autres organismes. C'est ainsi que le point (g) pourrait échapper à la compétence de l'organisation de la santé publique dont la création est envisagée et relève plutôt de celle de l'UNESCO.

LE PRESIDENT (Interprétation); J'estime que le rapport a fait l'objet jusqu'ici d'une discussion approfondie et que le moment est venu de décider de la façon dont nous allons agir. Il me semble que les observations qui ont été présentées par différents délégués peuvent être rangées en deux catégories, les premières se rapportant à des questions requérant une décision du Conseil économique et social avant transmission à la Conférence internationale de la santé publique; c'est le cas de l'invitation de pays qui ne sont pas membres des Nations Unies et pour lesquels il s'agira de savoir s'ils seront admis simplement à titre consultatif; c'est le cas également des rapports de cette nouvelle organisation avec l'Organisation plus vaste des Nations Unies. La Conférence dont il est question se réunira ainsi qu'il est stipulé à l'Article 59 de la Charte ainsi conçu:

"L'organisation provoque, lorsqu'il y a lieu, des négociations entre les Etats intéressés en vue de la création de toutes nouvelles institutions spécialisées nécessaires pour atteindre les buts énoncés à l'article 55".

Par conséquent, c'est bien au Conseil économique et social qu'il appartient de décider quels sont les pays ou les organisations susceptibles d'être invités et quelles seront les relations de la nouvelle organisation avec les Nations Unies.

La deuxième catégorie groupe les questions budgétaires qui doivent être traitées par le Conseil économique et social plutôt que par des institutions gouvernementales.

En ce qui concerne les points techniques, un certain nombre d'observations ont été faites qui présentent une valeur incontestable. Il semble bien en effet que le Conseil économique et social qualifié pour donner un avis technique sur les questions qui lui sont soumises, et dont la solution relève plutôt de la Conférence, dont les cinquante et un représentants gouvernementaux seront choisis sans doute parmi les experts en médecine. Il s'ensuit que ces questions techniques ne semblent pas requérir du Conseil économique et social une décision mais simplement une transmission à la Conférence internationale.

Je vous propose maintenant de passer à la nomination de ce Comité de rédaction et, en tenant compte de toutes les observations qui ont été faites au cours du débat, nous les classerons en deux catégories différentes selon qu'elles requerront une décision ou une simple transmission. Pour le moment, je vous propose seulement de présenter les candidatures des futurs membres du Comité de rédaction.

M. Noël BACHER (Royaume-Uni) (Interprétation) : Monsieur le Président, aurons-nous la possibilité de discuter le texte qui sera mis aux voix par le Comité de rédaction quand il reviendra en deuxième lecture devant le Conseil économique et social?

LE PRESIDENT (Interprétation) : Certainement.

M. BARANOVSKY (Ukraine S.S.R.) (Parlant russe: 2ème interprétation) : Monsieur le Président, la délégation ukrainienne regrette de n'avoir pu assister aux réunions précédentes du Conseil économique et social. Pour



cette raison les questions qui ont été discutées aujourd'hui la prennent au dépourvu. De plus, les exposés très importants qui ont été faits ces jours derniers réclament également de notre part une étude approfondie. Pour ces raisons, je demande que nous attendions quelques jours avant de prendre une décision sur ces différents problèmes. Ce délai permettra au comité dont vous proposez la création d'étudier toutes ces questions et de nous les présenter afin que nous prenions une décision à leur sujet.

LE PRESIDENT (Interprétation): Je propose que le Comité de rédaction soit constitué par les délégués des pays suivants: Yougoslavie, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, U.R.S.S., Belgique, Chine, Chili, France, Pérou, Tchécoslovaquie, Le Président en faisant partie à titre ex-officiel.

M. NOEL BACKER (Royaume-Uni) (Interprétation): Est-il utile que M. Chislhom, rapporteur, en fasse également partie?

LE PRESIDENT (Interprétation): Je propose que M. Chislhom assiste aux séances du Comité de rédaction qui aura certainement besoin de ses avis.

Cette proposition est acceptée

Le travail de ce comité de rédaction se trouvera grandement facilité si les délégués qui ont pris la parole jusqu'ici et présenté des observations transmettaient ces dernières au Secrétariat sous une forme aussi précise que possible avant le 30 mai.

LE PRESIDENT (Interprétation): ainsi que je l'avais proposé ce matin nous allons maintenant inviter les présidents des commissions nucléaires créées par le Conseil économique et social à présenter le rapport de leur commission et à y ajouter les observations complémentaires qu'ils jugeraient utiles.

Je rappelle aux membres du Conseil économique et social que nous ne procédons pas en ce moment à la discussion des rapports des commissions, il s'agit seulement de leur présentation.

RAPPORT DE LA COMMISSION TEMPORAIRE DES TRANSPORTS  
ET DES COMMUNICATIONS

(Le Président invite Sir Osborne Mance rapporteur de la Commission Temporaire des Transports et des Communications à prendre place à la table du Conseil et à présenter le rapport de cette commission)

Sir Osborne MANCE (Royaume-Uni) (Interprétation) : La Commission est parvenue, dans un laps de temps très court, à examiner tout son ordre du jour qui était assez considérable. Je crains que la rédaction et la présentation du rapport de la Commission témoigne quelque peu de la hâte qui a été inévitablement apportée à son élaboration.

La question la plus importante parmi celles que la Commission a examinées, était de savoir comment les organisations spécialisées existantes ou en voie de formation devaient être mises en relation avec le Conseil économique et social. La Commission a eu des contacts préliminaires avec les représentants de ces organisations et avec des experts associés à leurs travaux.

La Commission a été unanime pour recommander que les organisations spécialisées aient une pleine autonomie dans le fonctionnement prévu par leurs constitutions respectives et qu'elles puissent présenter des rapports directs au Conseil économique et social sans passer par une autre Commission. La Commission recommande que les questions rentrant dans la compétence d'une organisation spécialisée soient soumises à cette organisation afin que celle-ci soit en état de présenter un rapport ou de prendre des mesures sur ces questions.

Néanmoins, la Commission a estimé à l'unanimité que le Conseil économique et social devrait posséder un corps d'experts ou une commission permanente dont les membres seraient d'un niveau technique supérieur à celui du Secrétariat et qui seraient en mesure de donner au Conseil économique et social des avis éclairés sur les questions rentrant dans la compétence ou le domaine d'action de plus d'une des organisations spécia-

lisées ou sur des questions n'entrant dans la compétence d'aucune des organisations déjà existantes. Cette Commission pourrait également assumer les fonctions de conciliation qui jusqu'à présent avaient été confiées à l'organisation du transit de la Société des Nations.

Le problème s'est posé ensuite de savoir comment serait rédigé le mandat à donner à cette Commission et, d'autre part, comment pourrait être garantie l'autonomie des organisations inter-gouvernementales spécialisées susceptibles d'être créées en vue de traiter des aspects particuliers du problème des transports et communications; enfin, on s'est demandé comment pourraient être assurés à la Commission les pouvoirs nécessaires pour accomplir les tâches qui lui seront confiées.

Le mandat de la Commission est décrit dans les sections a) et b) du Rapport; ces sections ont été rédigées avec soin de manière à réaliser l'équilibre nécessaire.

A l'heure actuelle, il existe trois organisations spécialisées dans le domaine des transports et des communications qui s'étendent au monde entier; ce sont: l'Union postale universelle, l'Organisation internationale provisoire de l'aviation civile et l'Union internationale des télécommunications. A l'heure actuelle, il n'existe aucune organisation inter-gouvernementale pour traiter les questions de transports maritimes bien que plus de cinquante conventions multilatérales aient été conclues par différentes organisations sur ces questions.

Il est nécessaire, par exemple, que l'Organisation internationale provisoire de l'Aviation civile et l'Union internationale des Télécommunications entrent en contact avec une organisation officielle de transports maritimes afin d'examiner la possibilité de mettre sur pied une nouvelle convention sur le sauvetage et la sécurité en mer; aucune organisation de transport maritime n'est à l'heure actuelle compétente pour le faire. De plus, il serait important qu'une organisation officielle de transports maritimes fut créée afin de défendre les intérêts des transports maritimes dans les modifications qui vont être apportées

aux conventions sur la répartition des longueurs d'ondes. Il convient de préciser que la Commission temporaire avait en vue des conventions portant sur des questions techniques et non sur des questions commerciales qui sont beaucoup plus difficiles et qu'il n'est guère possible à l'heure actuelle d'examiner. Il existe bien un Conseil maritime consultatif, créé en vue d'organiser des consultations entre les Gouvernements à propos des problèmes de transport international maritime, mais cet organisme verra son mandat expirer le 31 octobre; il se réunit à Amsterdam le 17 juin prochain. La Commission propose qu'il soit demandé à cet organisme d'examiner quelle serait la meilleure méthode pour créer une organisation inter-gouvernementale mondiale de transports maritimes, qui serait une organisation autonome spécialisée, qualifiée pour traiter les questions techniques de questions maritimes. Il est possible que le Conseil consultatif maritime soit transformé et devienne cette organisation qui traitera des questions spécifiques au moyen de sous-commissions ou en prenant sous son contrôle les mécanismes et la procédure qui existaient avant la guerre.

M. Hoogh, l'un des membres de notre commission, un expert dans les questions d'industrie maritime, a présenté un rapport de minorité dans lequel il affirme qu'il est inutile de créer une organisation inter-gouvernementale de transports maritimes; il est disposé à confier au Secrétariat des Nations Unies la tâche de coordination sur les questions que nous étudions en ce moment. Mais, comme le Secrétariat ne sera pas en mesure de savoir quel est l'organisme particulier auquel les questions devront être renvoyées, comme certaines des questions qui seront traitées ressortent de la compétence de l'organisation du transit de la Société des Nations qui a cessé d'exister, il est vraisemblable que toutes questions relatives aux transports maritimes seront d'abord déferées à la Commission permanente des transports que l'on se propose de créer; cette Commission sera sans doute obligée d'examiner ces questions et, pour cela, de nommer une sous-commission susceptible de traiter les questions de transports maritimes une sous-commission de ce genre risque de manquer

à la fois de l'autorité nécessaire et de l'autonomie qui est recommandée par la Commission temporaire; ceci pourrait porter atteinte au statut autonome des trois autres organisations spécialisées.

La Commission temporaire désire que toutes les modifications susceptibles d'être apportées au Statut des organisations spécialisées et qui seraient rendues nécessaires par suite du fait que ces organisations vont être mises en relation avec les Nations Unies, soient faites d'après les principes indiqués aux pages 40 et 49 du rapport de la Commission préparatoire; il est précisé dans ce texte que les modifications devront être faites, dans la mesure du possible, conformément à la procédure prévue par le statut de ces organisations.

Après avoir consulté des experts nous avons suggéré la procédure qui nous a paru la meilleure pour apporter les modifications nécessaires qui, dans le cas de l'Union postale universelle, seront vraisemblablement d'un ordre secondaire, et qui, dans le cas de l'Union internationale de télécommunications, seront d'ordre constitutionnel et plus importantes, et sont envisagées par les experts afin de moderniser cette Union.

La Commission temporaire a estimé que les aspects régionaux des transports intérieurs, y compris les questions susceptibles de s'élever dans l'avenir et la coordination des différentes formes de transports, semblent devoir être plus importants que les aspects mondiaux de chaque forme de transport intérieur; toutefois, il sera nécessaire de signaler également, lorsqu'ils se présenteront, ces aspects mondiaux.

Il a été convenu que l'E.C.L.T.O., l'Organisation européenne centrale de transports intérieurs, ne pourrait avoir de fonctions qu'en qualité d'organisation permanente pour la coordination des différentes formes de transports en Europe, bien que des divergences d'opinions se soient produites sur la question de savoir dans quelle mesure certaines de ces fonctions existantes, par exemple la coordination des organisations

européennes pour la coopération en matière ferroviaire, devraient être rendues permanentes, et sur la question de savoir si l'E.C.I.T.O. devrait être transformé en un corps permanent avant que n'expirent ces fonctions provisoires. Entre temps, la Commission est tombée d'accord pour décider que l'E.C.I.T.O. serait mis en relations directes avec le Conseil économique et social. En ce qui concerne l'Organisation provisoire internationale de l'aviation civile et l'E.C.I.T.O., le mécanisme nécessaire pour les négociations avec la Commission de "négociation" existe.

Il y a lieu de mentionner l'action nécessitée pour la convocation d'une conférence mondiale en ce qui concerne les passeports et les formalités de frontières; dans ce domaine, on pourrait s'inspirer de la conférence qui, en 1920, avait été convoquée avec succès par la Société des Nations.

Les autres questions examinées dans le rapport ne demandent pas d'autres explications. Elles sont résumées dans la liste des problèmes fondamentaux qui méritent d'attirer l'attention et dans les conclusions de la Commission formulées à la fin de son rapport.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je tiens à exprimer tous mes remerciements à Sir Orsborne Mance, et les remerciements des autres membres du Conseil pour l'excellent rapport qu'il vient de nous présenter. J'espère que l'étude détaillée de ce rapport au sein de la Commission du Conseil pourra bénéficier de l'aide d'un membre de la Commission temporaire qui pourrait apporter les précisions nécessaires.

Sir Orsborne MANCE (Rapporteur) (Interprétation) Il a été entendu que notre collègue américain, M. Georges Backer, remplira les fonctions de Rapporteur.

RAPPORT DE LA COMMISSION DE STATISTIQUE

(Le Président invite M. Stewart RICE, rapporteur de la Commission de Statistique, à prendre place à la table du Conseil et à présenter le rapport de cette commission)

M. Stewart RICE (Rapporteur) (Interprétation) Le rapport de la Commission de statistique est reproduit dans le document E/39. En présentant ce rapport au Conseil, j'indiquerai simplement ce que la Commission s'est efforcée de faire et ce qui sera réalisé si, - nous le pensons au moins - ce rapport est approuvé par le Conseil économique et social.

Dans nos recommandations, nous nous sommes efforcés de formuler les bases d'une organisation mondiale de statistique, d'un système capable de recueillir toute l'information statistique nécessaire aux Nations Unies, à ses divers organes et départements, et aux gouvernements membres. Ce système n'implique pas la création d'une organisation nouvelle; il prévoit plutôt la réunion des services et organes existant dans un seul organisme mondial.

La Commission a eu en vue six objectifs principaux: tout d'abord, assurer aux Nations Unies, à leurs fonctionnaires et à leurs organes les informations statistiques qui leur sont nécessaires sur les divers sujets soumis à leur étude; en second lieu, protéger les fonctions et les attributions des organisations spécialisées existantes, en assurant leur coopération à la tâche commune; troisièmement, protéger les Gouvernements contre des demandes d'informations statistiques répétées et faisant double emploi; quatrièmement, aider les Gouvernements des Membres à développer un système de statistique qui leur serait propre; cinquièmement, favoriser les relations entre les Gouvernements et les organisations non gouvernementales; sixièmement, s'efforcer de bénéficier du travail déjà accompli dans le passé par différents corps tels que la Société des Nations et autres organisations.

Le système général de statistique mondiale envisagé par la Commissio

peut être envisagé de la manière suivante. Il est composé de parties différentes; entre ces parties, est prévue une division d'attributions qui sera d'ailleurs précisée par des négociations; mais d'autre part, une coordination est prévue entre ces parties différentes. J'examinerai d'abord les parties essentielles du système.

Nous recommandons qu'une commission permanente de statistique ne dépassant pas 12 membres soit créée et que les membres de cette Commission soient nommés à titre individuel, compte tenu de leur compétence technique et de leur renommée professionnelle.

Je fais remarquer ici, comme je l'ai fait remarquer devant la Commission, que notre collègue soviétique est arrivé trop tard pour pouvoir participer à toutes les réunions de la Commission; en conséquence il a proposé de participer aux réunions en qualité d'observateur. Néanmoins, les suggestions qu'il a faites ont été utiles; mais, comme il s'est abstenu de voter sur l'ensemble du rapport, en particulier sur la question de la désignation des membres à titre individuel, il a réservé entièrement pour l'avenir sa liberté d'expression. Quant à lui, il estimait que des considérations d'ordre national et géographique devaient entrer en ligne de compte pour la désignation des membres de la Commission de statistique. Mais la majorité de la Commission, en fait, l'unanimité des votants puisque le délégué soviétique n'a pas participé au vote a estimé, au contraire, que les membres devaient être choisis à titre individuel et que les considérations d'ordre géographique et national ne devaient pas être retenues dans le choix de ces membres.

D'autre part, les membres de la Commission nucléaire nommés à titre individuel ont été associés étroitement au travail gouvernemental et administratif de leur pays; ils sont au courant de la politique suivie par leur pays en matière de statistique. Cependant, la Commission a estimé plus désirable de désigner ces membres à titre individuel et non pas à titre national.

Les fonctions de la Commission de statistique sont résumées à la page 5 du rapport:



"Aider au développement des statistiques nationales et à l'amélioration de leur comparabilité;

b) coordination du travail statistique des organisations spécialisées;

c) développement du service central de statistique du Secrétariat;

d) informer les organes des Nations Unies sur les questions générales concernant la collection, l'interprétation, la diffusion et l'information statistique et aider à l'amélioration des statistiques et des méthodes statistiques en général".

Je le répète, il nous a semblé que ces cinq fonctions seraient mieux assurées par des membres désignés à titre individuel que par des personnes désignées à titre national.

Le mandat que l'on se propose de donner à cette commission est décrit dans le chapitre VI du rapport.

Le chapitre VIII propose, entre autres, la création d'une sous-commission d'échantillonnage statistique. L'une des fonctions de la Commission sera de reprendre les fonctions exercées autrefois par le Comité des experts statistiques de la Société des Nations; cela fait l'objet du chapitre V.

Telle est l'organisation de statistique mondiale que nous proposons de créer.

La deuxième partie du rapport a trait aux organisations spécialisées existantes. La Commission a rejeté la solution tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies centralise les informations statistiques, les analyse et les interprète; elle a également rejeté une solution préconisant l'entière décentralisation dans le domaine de la statistique.

Par contre, la Commission a adopté une solution qui lui a paru raisonnable et qui se situe entre ces deux extrêmes. Sur ce point, les recommandations de notre Commission sont reproduites à la page 14 du rapport, aux points a), b) et c). Le point a) prévoit que " dans la mesure du

E/P.V./3  
27 May 1946  
French

possible, les relations concernant les questions de statistique entre les Nations Unies et les organisations spécialisées devront avoir lieu sur une base réciproque et devront respecter les obligations assumées et les bénéfices qui en découlent". D'après le point b) : "Les organisations spécialisées devraient conserver le droit et le devoir de recueillir les statistiques qui rentrent uniquement dans la compétence de ces organisations" ; et le point c) stipule que "Le Secrétariat des Nations Unies assumera les fonctions statistiques, y compris les fonctions de coordination nécessaires à sa position central parmi les organisations spécialisées prévues par la Charte des Nations Unies".

Conformément à ces trois principes, la Commission a recommandé la rédaction de huit articles à insérer dans les Conventions qui seront passées entre les Nations Unies et les organisations spécialisées ; ces articles sont reproduits aux pages I5 à I7 du chapitre III du rapport.

Certaines questions ont été soulevées en ce qui concerne le troisième de ces articles, qui est reproduit à la p. I5, sous la lettre c). Il est dit, dans ce texte, que "les Nations Unies reconnaissent les droits et les devoirs des organisations spécialisées de recueillir les statistiques qui relèvent uniquement de la compétence de ces organisations". L'avis de la Commission serait mieux exprimé si, après le mot "recueillir", on ajoutait le mot "et analyser" ; et si, par les mots "qui relèvent uniquement de la compétence..", on entendait des informations statistiques tombant dans le domaine de la compétence de ces organisations spécialisées.

La Commission laisse à des négociations futures le soin de trouver les méthodes les plus efficaces pour mettre en oeuvre les principes qu'elle expose ici.

La troisième partie d'une organisation mondiale de statistique serait de faire une unité statistique du Secrétariat des Nations Unies,

qui sera, obligatoirement, l'organisme central de tout le système.

Dans le chapitre IV, nous proposons que cette unité soit créée dans le Département économique ; cette unité travaillera pour le compte de tous les organes des Nations Unies ; elle aura à assumer huit fonctions énumérées au chapitre IV.

Dans le chapitre V, nous proposons que cette unité de statistique du Secrétariat remplissent les fonctions qui, jusqu'à présent, étaient remplies par la Société des Nations, jusqu'au moment où l'on pourra faire une discrimination entre ces fonctions et où on se rendra compte des fonctions qui doivent être conservées et de celles que l'on pourrait, sans dommage, abandonner.

La quatrième partie de ce système de statistique mondiale est constitué par les organisations non gouvernementales.

Il existe à l'heure actuelle un Institut international de statistique prévu au chapitre VI et un Institut pan-américain de statistique prévu au chapitre VII. Ces deux organismes ont des fonctions définies mais les rapports pouvant exister entre eux et les Nations Unies devraient faire l'objet d'une étude plus approfondie et de négociations ; si les recommandations de la commission sont adoptées, les bases d'une organisation statistique mondiale seront par là même établies. Cette organisation devra être suffisamment souple pour s'adapter aux circonstances changeantes et sa création devra être le résultat de négociations

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je tiens à remercier M. Stewart Rice pour le rapport qu'il vient de nous présenter. Quant à la question de savoir si les membres de la commission doivent être des représentants gouvernementaux ou, au contraire, choisis à titre individuel et en qualité d'experts, le Conseil économique et social en est déjà saisi ; d'ailleurs, ce problème se présentera non seulement dans le rapport de la Commission statistique mais dans celui de toutes les autres commissions.

E/P.V./3  
French  
27 May 1946

En effet, plusieurs cas peuvent se présenter, on peut estimer que les membres de certaines commissions devront être choisis à titre individuel, et que les membres d'autres commissions devront être des représentants gouvernementaux. Un système mixte peut également être envisagé. Dans ces conditions, une commission pourrait être composée de représentants gouvernementaux, une autre commission d'experts, et une commission mixte pourrait grouper à la fois des représentants gouvernementaux et des experts. C'est une question que le Conseil économique et social devra trancher dans les prochains jours.

Je propose qu'au cours de sa séance de demain, le Conseil économique et social examine le rapport des autres commissions, d'abord celui de la commission des droits de l'homme, et en annexe, celui de la sous-commission du statut de la condition de la femme. Dans les conditions normales, le Président d'une sous-commission n'a pas qualité pour parler devant le Conseil, mais les membres de ce Conseil se souviennent que la sous-commission de la condition de la femme est sa propre création. Pour cette raison, je demanderai au Président de la sous-commission de faire des remarques additionnelles à son rapport d'après les instructions qu'il aura reçues du Président de la Commission des Droits de l'homme. Ensuite, si nous en avons le temps, nous entendrons le rapport de la Commission des organisations-gouvernementales.

La séance est levée à 16 h.45

Prochaine séance mardi 28 mai, à 10h.30

---